Changer le système alimentaire mondial

Une allocution de Jeffrey Sachs

Partage international n° 398 – Octobre 2021

par Jeffrey D. Sachs

Le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu le 23 septembre 2021 pendant l'Assemblée générale des Nations unies, prépare la transformation des systèmes alimentaires mondiaux afin d'atteindre d'ici 2030 les Objectifs de développement durable (ODD). Lors d'une réunion préparatoire qui s'est tenue à Rome fin juillet, l'économiste américain Jeffrey Sachs a prononcé un discours qui en a stupéfié certains et réjoui d'autres. *Partage international* a obtenu son aimable autorisation de reproduire ce discours.

« Ce que nous avons entendu de la part des intervenants, c'est comment le système alimentaire mondial fonctionne actuellement. Je tiens à souligner qu'il existe bel et bien un système alimentaire mondial. Il est basé sur de grandes entreprises multinationales, des profits privés et très peu de transferts internationaux pour aider les populations pauvres (parfois aucun transfert du tout). Il est basé sur l'extrême irresponsabilité des pays puissants en matière d'environnement. Et il est basé sur un déni radical des droits économiques des pauvres, comme nous venons de l'entendre […].

Nous venons d'entendre le ministre de la République démocratique du Congo. Beaucoup accusent la RDC et d'autres pays pauvres d'être responsables de leur pauvreté. Pourtant, nous ne semblons pas nous souvenir, ou ne voulons pas nous souvenir, que vers 1870, le roi Léopold de Belgique a installé une colonie d'esclaves au Congo qui a duré environ quarante ans ; puis que le gouvernement belge a géré cette colonie pendant cinquante années supplémentaires. Et qu'en 1961, après l'indépendance de la RDC, la CIA a assassiné son premier dirigeant populaire, Patrice Lumumba, et installé à sa place Mobutu Sese Seko, un dictateur qui sera soutenu par les Etats-Unis, pendant la trentaine d'années suivante. Et enfin, ces dernières années, Glencore et d'autres sociétés multinationales ont pillé le cobalt de la RDC en s'exonérant du versement de justes redevances et taxes.

Un nouveau système fondé sur la dignité humaine

Nous ne réfléchissons tout simplement pas à l'histoire réelle de la RDC et des pays pauvres en lutte contre la pauvreté. Nous montrons ces pays du doigt en leur demandant : *« Qu'est-ce qui ne va pas chez vous ? Pourquoi ne vous gouvernez-vous pas correctement ? »*

Oui, nous avons un système alimentaire mondial, mais il faut en changer. Nous ne pouvons pas confier le système alimentaire mondial au secteur privé comme nous le faisons depuis environ cent ans, pas au secteur privé seul, mais au secteur privé soutenu par l'armée américaine pour défendre ses entreprises.

Nous venons d'entendre le ministre du Honduras. Rappelons que dans la réalité la *United Fruit Company* a dirigé son pays pendant longtemps. L'avocat de la *United Fruit* était le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles, dont le frère, Allen Dulles, était chef de la CIA. Au nom de la United Fruit Company, les deux frères Dulles ont conspiré pour renverser le président Jacobo Árbenz du Guatemala, voisin du Honduras, afin de stopper les réformes agraires qu'il tentait de mettre en œuvre.

Donc, oui, nous avons un système alimentaire mondial, mais il faut le changer. Le nouveau système doit se fonder sur le principe de la dignité humaine universelle énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), sur le principe de la souveraineté nationale stipulée dans la Charte des Nations unies, et sur les droits économiques définis par la Déclaration universelle et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans la DUDH, tous les gouvernements ont convenu que la protection sociale est un droit humain, pas seulement une *« bonne chose »* ou une chose agréable, mais un droit humain fondamental. C'était il y a soixante-treize ans.

La promesse de notre génération

Les ODD constituent la promesse de notre génération d'honorer la DUDH. Pourtant, je viens d'un pays qui non seulement ne se préoccupe pas des pauvres du monde, mais qui ne se préoccupe même pas de ses propres pauvres. Un Américain sur sept a faim en ce

moment. […]

Nous vivons dans un monde vraiment dur. Le secteur privé ne va pas résoudre ce problème. Je suis désolé de dire cela à tous les dirigeants du secteur privé ici présents. La clé pour le secteur privé est simplement la suivante : comportez-vous bien, payez vos impôts et suivez les règles. C'est ce que les entreprises devraient faire.

Voici maintenant ce que les gouvernements devraient faire :

Premièrement, le G20 devrait devenir le G21 en invitant l'Union africaine à devenir le 21e membre. L'Union européenne est membre du G20. Inviter l'Union africaine ajouterait 1,4 milliard de personnes autour de la table du G20.

Deuxièmement, nous devons augmenter de manière significative le financement du développement. Selon le FMI, les pays riches ont emprunté et dépensé quelque 17 000 milliards de dollars en réponse à la pandémie de Covid-19. Les pays pauvres ont dépensé moins de 2 000 milliards. Les pays riches peuvent emprunter sur les marchés des capitaux à des taux d'intérêt proches de zéro (voire négatifs pour certains pays d'Europe). Pourtant, les pays pauvres doivent payer des taux d'intérêt nominaux de 5 à 10 %, et beaucoup n'ont pas du tout accès aux emprunts sur les marchés.

La Covid-19 a mis en évidence la monstrueuse inégalité d'accès au financement par les marchés à laquelle sont confrontés les pays pauvres. Le gouvernement américain a dépensé environ 7 000 milliards de dollars pour la réponse d'urgence à la Covid-19, sans pratiquement rien prévoir pour le reste du monde. Il n'a apparemment pas traversé l'esprit du Congrès américain d'inclure ne serait-ce que quelques miettes pour les plus pauvres des pauvres du monde.

La nécessité d'augmenter considérablement le financement du développement est le message que nous aurions dû entendre de la part de la Banque mondiale. Nous ne l'avons pas entendu. Ni projet ni solution de financement de la part de la Banque mondiale.

Les besoins financiers des pays en développement au cours de la prochaine décennie se chiffrent en milliers de milliards de dollars. Après tout, la production économique mondiale avoisine actuellement les 100 000 milliards de dollars par an. Mais nous n'aimons pas parler des besoins financiers des pays pauvres. Pourtant, il faut augmenter massivement le financement du développement de ces pays, et ce à des taux d'intérêt proches de zéro comme ceux payés par les pays riches. Avec des flux financiers adéquats vers les pays pauvres, à des conditions adéquates, nous pourrions arriver à quelque chose, y compris atteindre les ODD. […]

L'un des principaux résultats du Sommet des Nations unies sur le système alimentaire sera la mise en place de *« parcours nationaux du système alimentaire »*. Ces parcours sont une excellente idée, mais ils vont nécessiter un financement. Vous voulez améliorer l'accès à l'électricité ? Il faudra la financer. Vous voulez favoriser l'accès aux services numériques ? Cet accès devra être financé. Vous voulez garantir l'accès à l'eau potable et à l'irrigation ? Il faudra le financer. Nous devons établir un lien entre les ODD – notamment l'accès universel à une alimentation saine, à l'eau potable, à l'énergie verte, etc. – et les financements nécessaires.

Le FMI a récemment réalisé d'excellentes études montrant que les Pays en développement à faible revenu sont confrontés à un déficit de financement des ODD de l'ordre de 400 à 500 milliards de dollars par an. Mais personne n'a encore proposé de solution. Ce ne serait pas si difficile, car 500 milliards de dollars par an n'est pas un montant élevé. C'est à peine 0,5 % de la production mondiale annuelle. Si nous nous préoccupions vraiment de trouver des réponses, nous ne verrions pas le G7 promettre de consacrer trois milliards de dollars à l'éducation, alors que l'Unesco a démontré que le besoin était au minimum de 30 milliards de dollars par an. Mais les gouvernements des pays riches n'aiment pas regarder en face la réalité des besoins. Ils préfèrent cocher la case symbolique indiquant qu'ils ont donné un certain montant pour l'éducation, même si ce n'est qu'un dixième de ce qui est réellement nécessaire. Il faut un financement effectif, du bon ordre de grandeur, pour accompagner le système alimentaire national.

Troisièmement, nous avons besoin des Nations unies en tant qu'institution centrale de notre monde. La seule façon de créer un monde pacifique et civilisé est d'avoir des Nations unies fortes. Il est absurde que le budget de base de l'Onu ne soit que de trois milliards de dollars par an, alors que le budget de la ville de New York avoisine les 100 milliards de dollars. Nous sous-finançons chroniquement le système de l'Onu et nous demandons ensuite : *« Pourquoi les choses ne fonctionnent-elles pas bien ? »*

Les riches thésaurisent tout et de plus en plus. Les milliardaires qui veulent aller dans l'espace

pourraient au moins laisser leur argent sur Terre pour y résoudre les problèmes. On estime aujourd'hui à 2 775 le nombre de milliardaires dont le patrimoine cumulé atteint 13 100 milliards de dollars. Je sais de source sûre qu'il ne faut pas plus d'un milliard pour vivre confortablement. Même si chaque milliardaire gardait un milliard de dollars, il resterait environ 10 000 milliards de dollars pour mettre un terme à la faim, la pauvreté et la destruction de l'environnement. Nous devrions taxer l'immense richesse en augmentation rapide des milliardaires pour participer au financement d'un monde civilisé. »

Pour plus d'informations : www.jeffsachs.org

Date des faits : 23 septembre 2021 **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur, économiste, universitaire et analyste des politiques publiques, est américain. Il est connu pour ses travaux sur le développement durable, le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Il est président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies et membre de la Commission des Nations unies sur le haut débit au service du développement.
Sources : Publié avec l'aimable permission de l'auteur
Thématiques : Société, politique
Rubrique : Divers